African Journals of Political Studies

C.A.E.P

Cahiers Africains d'Etudes Politiques

ISSN : 3135-4181

C.A.E.P vol. 1, n° 8, septembre 2026

https://cahiersafricains.com/
contact@cahiersafricains.com

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Mathias Éric OWONA NGUINI
Professeur Titulaire (Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Pr Ariel COLONOMOS
Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique-France

Pr Guillaume EKAMBI DIBONGUE
Professeur Titulaire
(Science Politique)
Université de Douala-Cameroun

Pr Bertrand ATEBA
Professeur Titulaire (Science Politique)
Université de Douala-Cameroun

Pr KAPTCHOUANG TCHEJIP Célestin
Professeur Titulaire (Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Pr Brice Arsène MANKOU
Maitre de Conférences
(Science Politique)
Université de Rouen-Normandie

Pr TOUSSE DJOU
Maitre de Conférences
(Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Pr Simon NGONO
Maitre de Conférences (Sciences de l'Information et de la Communication)
Université de la Réunion-France

Dr Edouard YOGO
Chargé de Cours (Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Dr Bergès MIETTE
Enseignant-chercheur permanent
(Science Politique)
Université Internationale de Libreville-Gabon

Pr Daniel GAXIE
Professeur Emérite (Science Politique)
Université de Paris-1 Panthéon Sorbonne

Pr MEDOU NGOA Fred Jérémie
Professeur Titulaire (Science Politique)
Université de Douala-Cameroun

Pr Julien FRETEL
Professeur (Science Politique)
Université de Paris-1 Panthéon Sorbonne

Pr YEO NAWA
Professeur Titulaire (Droit Privé)
Université Alassane OUTTARA de Bouaké-Côte-d'Ivoire

Pr Aristide Michel MENGUELE MENYEGUE
Professeur Titulaire
(Science Politique)
Université de Douala-Cameroun

Pr Ramsès Bré TSANA NGUEGANG
Maitre de Conférences
(Science Politique)
Université de Douala-Cameroun

Pr Marc Luciani EWODO
Maitre de Conférences
(Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Dr Auguste Cabral BINAM BIKOI
Chargé de Cours (Science Politique)
Université de Yaoundé II-Cameroun

Dr Cyrille Leandres NGON
Senior Lecturer-Researcher
(Political Sciences)
University of Bamenda

Dr BILONGO Dominique Armand
Enseignant associé à l'UCAC
(Science Politique)
Chercheur à la FPAE et au CERDAP

DIRECTION DE PUBLICATION

Dr Yvan Nathanaël NOUBISSI
Ph. D (Science Politique)
Université de Douala (Cameroun)
Chercheur à la Fondation Paul ANGO ELA de Géopolitique en Afrique Centrale (FPAE)

SECRETARIAT DE REDACTION

Dr Patrick Emmanuel EMIANG EMIANG
Ph.D (Science Politique)
Université de Douala (Cameroun)
Laboratoire Election Délibération (ELDEL)

Peer-reviewed

Tourisme au Sénégal : entre héritages structurels, renouveau scientifique et visions politiques

Mamadou DIOMBERA
Professeur Titulaire des universités
Enseignant-chercheur au département de Tourisme
Université Assane SECK-Ziguinchor (Sénégal)

Pape Mactar DIAW
Docteur en sociologie du tourisme
Laboratoire de recherche en Sciences Économiques et Sociales (LARSES)
Université Assane SECK-Ziguinchor (Sénégal)

Soumis : 06 septembre 2026
Accepté : 03 octobre 2026
Publication : 04 octobre 2026

Copyright 2026 Author(s)
Under Creative Commons CC-BY 4.0 OPEN ACCESS

Cite As:
Mamadou DIOMBERA, Pape Mactar DIAW (2026), « Tourisme au Sénégal : entre héritages structurels, renouveau scientifique et visions politiques », *Cahiers Africains d'Études Politiques*, vol.1(8), septembre, pp. 5-20.
https://cahiersafricains.com/

Résumé :

Depuis les indépendances, le tourisme occupe une place structurante dans les stratégies de développement du Sénégal, sans que les investissements consentis et les politiques mises en œuvre ne soient parvenus à résorber des difficultés persistantes : gouvernance fragmentée, financement insuffisant, concentration spatiale des activités, dépendance à certains marchés émetteurs et vulnérabilité environnementale. Ce constat interroge la portée réelle des orientations portées par l'Agenda National de Transformation (2024) et sa déclinaison sectorielle, à travers la Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) 2025-2029. L'article poursuit trois objectifs. D'abord, dresser un état des lieux de la production scientifique consacrée au tourisme sénégalais. Ensuite, confronter ses résultats aux orientations de l'Agenda National de Transformation et de la LPSD. Et, enfin, identifier des pistes de recherche et d'action pour un développement touristique plus territorialisé et inclusif. Cette réflexion répond à la question suivante : dans quelle mesure ces orientations politiques apportent-elles une réponse aux difficultés structurelles identifiées par la recherche ? L'hypothèse défendue est que ces orientations, malgré un vocabulaire renouvelé (souveraineté économique, développement endogène), reconduisent pour l'essentiel des diagnostics déjà établis par la littérature, sans lever les obstacles relatifs aux indicateurs opérationnels, au financement et à la gouvernance multi-acteurs. Sur le plan méthodologique, l'étude repose sur une revue de littérature systématique portant sur un corpus de 55 références académiques et institutionnelles publiées entre 1980 et 2026, analysées selon une approche qualitative et thématique éclairée par les cadres théoriques

de la géographie du tourisme, de l'économie politique du tourisme et des tourism studies critiques. Les résultats montrent que les questions de durabilité, de résilience territoriale, de participation communautaire et de captation des retombées économiques structurent désormais la réflexion scientifique et invitent à dépasser un modèle centré sur le tourisme balnéaire. La réflexion ouvre des perspectives pour un tourisme davantage ancré dans les territoires, plus inclusif et mieux maîtrisé par les acteurs nationaux.

Mots-clés : Tourisme, Sénégal, héritages structurels, renouveau scientifique, politiques publiques, gouvernance.

Tourism in Senegal: Between Structural Legacies, Scientific Renewal and Political Visions

Mamadou DIOMBERA
Full Professor of Universities
Lecturer-Researcher in the Department of Tourism
Assane Seck University of Ziguinchor (Senegal)

Pape Mactar DIAW
PhD in Tourism Sociology
Research Laboratory in Economic and Social Sciences (LARSES)
Assane Seck University of Ziguinchor (Senegal)

Abstract:

Since independence, tourism has occupied a structuring place in Senegal's development strategies, yet the investments made and the policies implemented have not resolved persistent difficulties: fragmented governance, insufficient funding, the spatial concentration of activities, dependence on certain source markets, and environmental vulnerability. This observation raises questions about the real scope of the orientations set out in the National Transformation Agenda (2024) and its sectoral counterpart, the 2025–2029 Sectoral Development Policy Letter (LPSD). The article pursues three objectives: to take stock of the scientific production devoted to tourism in Senegal, to compare its findings with the orientations of the National Transformation Agenda and the LPSD, and to identify avenues for research and action for a more territorially grounded and inclusive tourism development. It addresses the following question: to what extent do these new policy orientations respond to the structural difficulties identified by research? The hypothesis defended is that these orientations, despite a renewed vocabulary (economic sovereignty, endogenous development), largely reproduce diagnoses already established in the literature, without removing the obstacles related to operational indicators, funding and multi-actor governance. Methodologically, the study is based on a systematic literature review of a corpus of 55 academic and institutional references published between 1980 and 2026, analysed using a qualitative and thematic approach informed by the theoretical frameworks of tourism geography, the political economy of tourism and critical tourism studies. The findings show that issues of sustainability, territorial resilience, community participation and the capture of

economic benefits now structure scientific reflection and call for moving beyond a model centred on seaside tourism. This reflection opens up prospects for a tourism more firmly rooted in local territories, more inclusive and more fully controlled by national actors.

Keywords: Tourism, Senegal, structural legacies, scientific renewal, public policy, governance.

Introduction

Depuis les premières années qui ont suivi l'indépendance, le tourisme occupe une place particulière dans les politiques de développement du Sénégal. Cette orientation trouve notamment ses racines dans la vision portée par Léopold Sédar Senghor, qui considérait l'ouverture internationale, la valorisation du patrimoine culturel et la position géographique du pays comme autant d'atouts susceptibles de soutenir le développement économique et le rayonnement du Sénégal. Au fil des décennies, le secteur a cependant connu des trajectoires contrastées. Les périodes d'expansion ont alterné avec des phases de stagnation et de crise. Cette évolution reflète à la fois les transformations du marché touristique international et les fragilités propres au modèle de développement mis en place dans le pays. La recherche consacrée au tourisme sénégalais s'est elle aussi transformée. Après les premières analyses produites principalement dans les années 1980 et 1990, les travaux plus récents ont progressivement élargi les objets et les méthodes d'étude.

En effet, une nouvelle génération de chercheurs sénégalais, parmi lesquels Diombéra (2010, 2012, 2013, 2017a, 2017b, 2020, 2021), Gaye (2020, 2021, 2023), Diaw (2022, 2024, 2025) et Bocoum (2024, 2025), a contribué à déplacer le regard vers les territoires et les acteurs locaux. La Petite Côte, la Basse Casamance et le pays Bassari apparaissent ainsi comme des espaces privilégiés pour comprendre les transformations contemporaines du tourisme. Ces recherches mettent en évidence les interactions entre les activités touristiques, les dynamiques territoriales, les pratiques sociales, environnementales et politiques publiques. Parallèlement à ce renouvellement scientifique, le cadre politique sénégalais a connu une évolution importante. La présentation, en octobre 2024, de l'Agenda National de Transformation par le président Bassirou Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko marque l'ouverture d'un nouveau cycle dans la définition des politiques publiques. Ce référentiel, appelé à prendre le relais du Plan Sénégal Émergent (PSE), porte l'ambition d'un Sénégal « Souverain, Juste et Prospère » à l'horizon 2050. Il repose sur quatre orientations majeures relatives à la compétitivité économique, à l'aménagement durable du territoire, au capital humain et à la gouvernance.

Le tourisme y est explicitement intégré à cette nouvelle architecture comme secteur de services à valeur ajoutée. Cette orientation trouve une traduction sectorielle dans la Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) 2025-2029 du Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat (MCTA). La question se pose dès lors de savoir dans quelle mesure ces nouvelles orientations répondent réellement aux difficultés mises en évidence par la littérature scientifique. Cette interrogation constitue le point de départ de la présente revue. Trois objectifs structurent l'analyse. Il s'agit, premièrement, de dresser un état des lieux de la production scientifique consacrée au tourisme sénégalais et d'en dégager les principales orientations. Deuxièmement, l'article cherche à confronter ces résultats aux orientations de

l'Agenda National de Transformation et de la LPSD 2025-2029. Enfin, il s'agit d'identifier les principales pistes de recherche et d'action susceptibles de contribuer à un développement touristique davantage inscrit dans les territoires, plus inclusif et plus durable. Cette réflexion s'organise autour d'une question de recherche centrale : dans quelle mesure les orientations portées par l'Agenda National de Transformation et par la LPSD 2025-2029 apportent-elles une réponse aux difficultés structurelles mises en évidence par la littérature scientifique consacrée au tourisme sénégalais ? L'hypothèse de recherche soutenue dans cet article est que ces orientations, en dépit d'un vocabulaire renouvelé mobilisant les notions de souveraineté économique et de développement endogène, reconduisent pour l'essentiel des diagnostics et des recommandations déjà formulés par la recherche antérieure, sans apporter de réponse suffisamment précise aux problèmes d'indicateurs opérationnels, de financement et de gouvernance multi-acteurs qui continuent de fragiliser le secteur.

L'analyse proposée se situe à l'intersection de plusieurs champs de recherche. Elle mobilise d'abord les travaux issus de la géographie du tourisme et des territoires (Cazes, 1989 ; Deprest, 1997 ; Gay et al., 2003), qui permettent de comprendre la manière dont les activités touristiques participent à la transformation des espaces. Elle s'appuie également sur les travaux d'économie politique du tourisme dans les pays en développement (Scheyvens, 2002 ; Harrison, 2008), ainsi que sur les approches critiques développées dans les *tourism studies* (Tribe, 2010 ; Ateljevic et al., 2012). À ces références s'ajoutent les recherches consacrées à la durabilité et à la résilience des destinations (Butler, 2006 ; Hall, 2013 ; Lew, 2014). Ces différents courants ont en commun de ne pas réduire le tourisme à sa seule dimension économique. Celui-ci est également un phénomène spatial, social, culturel et politique. Son analyse suppose donc de prendre en considération les relations entre les différents acteurs et les multiples échelles auxquelles se construisent les politiques touristiques. La manière dont ces différents cadres théoriques sont mobilisés pour interpréter les données du corpus est précisée dans la section méthodologique.

Le positionnement retenu dans cet article est critique. Il s'inscrit dans la perspective développée par Tribe (2010) autour d'une réflexion philosophique sur le tourisme. L'objectif n'est pas de remettre en cause systématiquement les politiques publiques ou les travaux scientifiques existants, mais plutôt d'en examiner les présupposés, les limites et les contradictions. Cette posture conduit à mettre régulièrement en relation les résultats de la recherche avec les orientations de l'action publique. L'analyse procède ainsi par allers-retours entre les connaissances produites sur les territoires touristiques sénégalais et les objectifs affichés dans les documents de politique publique. Cette démarche permet de repérer les convergences, mais aussi les écarts entre les orientations institutionnelles et les réalités observées.

1. Méthodologie

Cette étude repose sur une revue de littérature systématique consacrée aux relations entre tourisme et développement au Sénégal. L'objectif est de mettre en évidence les principaux héritages du modèle touristique sénégalais tout en identifiant les évolutions récentes de la recherche. La démarche est précisée ci-après selon quatre volets complémentaires : la délimitation spatiotemporelle du corpus, la collecte des données, la méthode d'analyse retenue et le cadre théorique mobilisé pour interpréter les résultats.

Le corpus documentaire a été constitué à partir de plusieurs bases bibliographiques, parmi lesquelles Cairn, ScienceDirect, Google Scholar, OpenEdition Journals et Hal. Ces sources académiques ont été complétées par des documents institutionnels produits notamment par le Ministère du Culture du Tourisme et de l'Artisanat (MCAT), ainsi que par des organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT, devenu ONU-Tourisme février 2024) et le World Travel and Tourism Council (WTTC). Le recours à des sources de nature différente répond à un objectif de croisement des perspectives. Les publications scientifiques apportent principalement des analyses théoriques et empiriques, tandis que les documents institutionnels permettent de replacer ces analyses dans le contexte des politiques publiques et des statistiques disponibles. La recherche documentaire a été organisée autour de plusieurs mots-clés : « tourisme au Sénégal », « tourisme durable au Sénégal », « tourisme sur la Petite Côte », « tourisme en Casamance », « patrimoine UNESCO Sénégal » et « agenda nationale de transformation et tourisme ». Ces expressions ont été adaptées selon les bases interrogées afin d'élargir les résultats tout en conservant leur pertinence thématique.

La période retenue s'étend de 1980 à 2026. Cette amplitude permet de prendre en compte les principales étapes de la transformation du tourisme sénégalais, depuis la consolidation des premiers modèles de développement jusqu'aux orientations politiques les plus récentes. Elle permet également de mettre en évidence les continuités et les ruptures dans les politiques touristiques. Les sources ont été sélectionnées selon plusieurs critères : leur pertinence par rapport à la problématique, leur qualité scientifique, leur intérêt empirique, leur diversité disciplinaire et leur capacité à compléter les autres références du corpus. Au terme de cette sélection, 55 références ont été retenues. Elles comprennent des articles scientifiques, des ouvrages, des thèses et des documents institutionnels. L'analyse du corpus a été réalisée selon une approche qualitative et thématique. Plusieurs ensembles de thèmes ont été identifiés : les héritages structurels du tourisme sénégalais, les dynamiques économiques et territoriales, les questions de gouvernance, les enjeux environnementaux, la résilience des destinations et les nouvelles orientations associées à la durabilité et à la souveraineté économique. Les références ont ensuite été regroupées autour de ces différents thèmes afin de faire ressortir les convergences, les divergences et les principales lacunes de la littérature. Une attention particulière a été portée à la manière dont les recherches scientifiques peuvent être mises en relation avec les orientations de l'Agenda National de Transformation et de la LPSD 2025-2029.

L'interprétation des données recueillies s'appuie sur un cadre théorique pluriel, en cohérence avec la nature transversale de l'objet étudié. Les travaux issus de la géographie du tourisme et des territoires (Cazes, 1989 ; Deprest, 1997 ; Gay et al., 2003) éclairent plus particulièrement les thèmes relatifs aux héritages structurels, à la concentration spatiale des activités et aux formes territoriales du tourisme. Les approches d'économie politique du tourisme dans les pays en développement (Scheyvens, 2002 ; Harrison, 2008) permettent d'interpréter les données relatives aux contributions économiques, aux fuites de revenus et aux rapports de dépendance à l'égard des marchés extérieurs. Les *tourism studies critiques* (Tribe, 2010 ; Ateljevic et al., 2012) fondent la posture réflexive adoptée pour confronter les orientations de l'Agenda National de Transformation aux constats de la recherche. Enfin, les cadres conceptuels de la durabilité, de la résilience (Holling, 1973 ; Farrell et Twining-Ward, 2004 ; Hall et Lew, 1998 ; Butler, 2006 ; Lew, 2014) et de la souveraineté touristique structurent

l'interprétation des données relatives à la gouvernance et aux capacités d'adaptation des territoires. C'est cette articulation entre plusieurs cadres théoriques, plutôt qu'un modèle explicatif unique, qui permet de rendre compte de la diversité des dimensions du tourisme sénégalais mises en évidence par le corpus.

Cette démarche présente néanmoins certaines limites. Elle repose principalement sur des sources secondaires et ne permet donc pas, à elle seule, de remplacer les enquêtes de terrain. L'accès inégal à certaines données constitue également une contrainte. Ces limites sont toutefois partiellement compensées par la diversité du corpus et par le croisement des sources académiques et institutionnelles.

2. Résultats

Les résultats de la revue de littérature sont présentés en quatre temps articulés entre eux : les héritages historiques et structurels du tourisme sénégalais, l'économie du secteur et la répartition de ses retombées, les formes et territoires du tourisme et les hiérarchies spatiales qu'ils révèlent, puis la manière dont l'Agenda National de Transformation se positionne par rapport à ces constats. Cet enchaînement permet de montrer comment les contraintes structurelles identifiées dans l'histoire du secteur se prolongent dans son économie actuelle, se traduisent dans l'organisation des territoires touristiques, puis interrogent directement la portée des nouvelles orientations politiques. Avant d'aborder les résultats de la littérature empirique, trois notions apparaissent particulièrement importantes pour comprendre les transformations du tourisme sénégalais : la durabilité, la résilience et la souveraineté touristique.

La question du développement durable appliqué au tourisme s'est progressivement imposée dans la littérature internationale à partir du Rapport Brundtland de 1987 et, plus encore, après le Sommet de Rio de 1992. Depuis lors, de nombreux travaux ont cherché à préciser les conditions dans lesquelles le tourisme peut contribuer au développement sans compromettre les ressources nécessaires aux générations futures (Hall et Lew, 1998 ; Mowforth et Munt, 2009). L'OMT (2005) définit le tourisme durable à partir de la prise en compte de ses effets économiques, sociaux et environnementaux, aussi bien présents que futurs. Cette conception est devenue une référence dans les politiques publiques. Elle n'est toutefois pas exempte de critiques. Tribe (2010) souligne notamment le risque de voir la notion de durabilité devenir un simple registre discursif, sans transformation réelle des mécanismes économiques qui organisent le tourisme. Cette critique trouve un écho dans le contexte sénégalais. Diombéra (2017b) montre ainsi que l'affirmation de principes liés au développement durable ne garantit pas nécessairement leur traduction dans les pratiques d'aménagement et de gestion des destinations. Dans les pays africains, la question de la durabilité doit également être replacée dans des rapports de pouvoir plus larges. Scheyvens (2002) et Harrison (2008) montrent que les trajectoires touristiques sont influencées par les héritages coloniaux, les asymétries entre opérateurs internationaux et acteurs locaux et les tensions entre conservation des ressources et développement économique. Au Sénégal, ces questions apparaissent clairement dans les travaux consacrés au pays Bassari et à la Casamance, notamment ceux de Gaye (2020) et de Bocoum (2024).

Le deuxième concept mobilisé est celui de la résilience. Introduite initialement dans les sciences naturelles par Holling (1973), cette notion a ensuite été reprise par les sciences

territoriales et les études touristiques. Elle désigne, de manière générale, la capacité d'un système à absorber un choc, à s'adapter et à poursuivre ses fonctions essentielles (Farrell et Twining-Ward, 2004 ; Lew, 2014). Dans le domaine touristique, cette résilience peut être étudiée à plusieurs niveaux. Elle concerne d'une part le système et les acteurs directement engagés dans l'activité touristique. Elle peut, d'autre part, être appréhendée à l'échelle d'un territoire ou d'une destination. Les travaux de Diaw (2024) consacrés à la commune de Diémbéring illustrent cette seconde perspective. L'auteur distingue les stratégies individuelles, telles que la reconversion temporaire vers l'agriculture ou la diversification des activités, des mécanismes collectifs et institutionnels. L'analyse montre que les acteurs locaux disposent d'une capacité réelle d'adaptation, mais que cette capacité reste limitée lorsque l'appui institutionnel fait défaut. Le troisième concept, celui de souveraineté touristique, est plus récent et demeure encore peu stabilisé dans la littérature. Il peut être rapproché de la notion de souveraineté économique mise en avant dans l'Agenda National de Transformation. Appliquée au tourisme, la souveraineté peut être comprise comme la capacité d'un territoire à maîtriser davantage les ressources, les décisions et les retombées économiques associées à son développement touristique. Elle implique notamment de réduire certaines formes de dépendance vis-à-vis des capitaux, des opérateurs et des marchés extérieurs.

Cette approche rejoint les travaux consacrés aux fuites économiques (Mbaye et Diallo, 2018), à la gouvernance locale (Diatta, 2018) et à la participation des communautés (Diombéra, 2013 ; Tendeng et Diombéra, 2022). Dans cette perspective, le développement endogène constitue un principe particulièrement important. Appliqué au tourisme, il conduit à envisager une évolution du modèle traditionnel. En effet, il ne s'agit plus seulement d'attirer davantage de visiteurs internationaux, mais aussi de renforcer la capacité des acteurs nationaux à participer à la conception, au financement et à la gestion des activités touristiques.

2.1. Évolution historique et structurelle du tourisme sénégalais

Les premières infrastructures d'accueil touristique du Sénégal apparaissent pendant la période coloniale. Dakar et Saint-Louis accueillent notamment des établissements destinés aux voyageurs et aux administrateurs, parmi lesquels l'hôtel de la Poste à Saint-Louis, mentionné dès 1850. Après l'indépendance, le tourisme prend progressivement une place plus importante dans les politiques de développement. Sous la présidence de Léopold Sédar Senghor, il est considéré à la fois comme un instrument de développement économique et comme un moyen de renforcer le rayonnement culturel du pays. Les années 1970 correspondent à une phase de structuration plus volontariste du secteur. Des complexes hôteliers sont développés sur la Petite Côte, notamment à Saly-Portudal (créée en 1985), tandis que la Basse Casamance accueille également des initiatives touristiques, dont l'installation du Club Med en 1973 et des campements villageois grâce au tourisme rural intégré (TRI) dans les années 1980, notamment à Affiniam, Enampor et Coubalan.

Cependant, le modèle largement inspiré du tourisme démocratisé (internationnal, de masse), repose fortement sur les investissements internationaux et sur la fréquentation des marchés européens. Par conséquent, il contribue à installer durablement une dépendance du secteur à l'égard des clientèles extérieures. Durant les années 1980, le tourisme international connaît ainsi une croissance importante. Cazes (1989) et Dutertre (1991) ont notamment analysé les effets économiques et territoriaux de cette évolution. La croissance du nombre de

visiteurs produit des effets d'entraînement sur certaines activités locales, mais elle s'accompagne également de phénomènes d'extraversion économique. Les travaux de Saglio (1979) sur la Casamance avaient déjà ouvert une réflexion sur la possibilité de construire des formes de tourisme davantage associées aux communautés locales. Cette question restera présente dans les recherches ultérieures sur le tourisme rural intégré. Diombéra (2012) résume une partie de ces contradictions en parlant de « croissance sans développement ». L'augmentation des arrivées touristiques n'a pas automatiquement entraîné une amélioration proportionnelle des conditions de vie des populations vivant dans les territoires concernés. Par conséquent, cette observation constitue l'un des fils conducteurs de la littérature consacrée au tourisme sénégalais. Le début du XXIe siècle révèle avec davantage de netteté la vulnérabilité du secteur. Par exemple, les attentats du 11 septembre 2001, le printemps arabe déclenché en 2010, l'épidémie d'Ebola entre 2014 et 2016, puis la pandémie de Covid-19 entre 2020 et 2022 ont successivement affecté les flux touristiques internationaux.

À ces crises s'ajoutent les conséquences du contexte sécuritaire en Casamance. Ces différents événements montrent que la performance d'une destination dépend non seulement de ses ressources touristiques, mais aussi de facteurs extérieurs qui peuvent rapidement modifier les comportements des visiteurs et les conditions d'exploitation des entreprises. Dans ce contexte, Diombéra (2012) analyse la crise identitaire du tourisme sénégalais et plaide pour un repositionnement du secteur. L'enjeu consiste notamment à réduire la dépendance au modèle balnéaire et à mieux valoriser la diversité des ressources territoriales du pays. Le Plan Sénégal Émergent, adopté en 2014, a confirmé le rôle du tourisme parmi les secteurs susceptibles de contribuer à la diversification économique. Toutefois, plusieurs travaux soulignent un écart persistant entre les orientations annoncées et les conditions concrètes de leur mise en œuvre, notamment en matière de financement et de coordination institutionnelle. Le passage à l'Agenda National de Transformation en 2024 constitue donc une nouvelle étape. Il reste cependant trop tôt pour apprécier pleinement les effets de ce changement de référentiel sur le fonctionnement du secteur touristique.

2.2. Économie du tourisme : contributions, flux et emploi

Ces héritages historiques et cette dépendance structurelle à l'égard des capitaux et des marchés extérieurs se retrouvent directement dans les caractéristiques actuelles de l'économie touristique sénégalaise, tant du point de vue de sa contribution macroéconomique que de la répartition de ses retombées. Le poids économique du tourisme sénégalais est important, mais il demeure difficile à apprécier à partir d'un seul indicateur. Avant la pandémie de Covid-19, les différentes sources estimaient généralement sa contribution à plusieurs points du PIB et à une part significative des recettes en devises. Les estimations du WTTC (2023), reprises notamment par Diaw et Tine (2024), attribuent au secteur, en tenant compte de ses effets directs et indirects, une contribution proche de 10 % du PIB et plus de 300 000 emplois. Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence. Les travaux de Mbaye et Diallo (2018), fondés sur l'approche du compte satellite du tourisme, montrent que l'évaluation de la contribution économique du secteur doit prendre en compte les effets indirects et induits. Dans le même temps, ces auteurs mettent en évidence l'importance des fuites économiques. Celles-ci sont liées notamment à la structure de propriété des établissements, aux importations nécessaires au fonctionnement des entreprises touristiques et au rapatriement d'une partie des bénéfices par les opérateurs étrangers.

La question centrale n'est donc pas uniquement celle du volume de richesse produit par le tourisme. Elle concerne également la manière dont cette richesse est distribuée et la part qui reste effectivement dans les territoires d'accueil. L'Agenda National de Transformation répond théoriquement à cette difficulté à travers la notion de développement endogène. Le tourisme est associé aux services à valeur ajoutée et intégré aux orientations de la Stratégie Nationale de Développement 2025-2029. Cette évolution du vocabulaire politique est significative. Elle traduit une volonté de ne plus considérer le tourisme uniquement comme une activité destinée à attirer des visiteurs étrangers, mais comme une composante d'un système économique plus largement fondé sur les ressources et les compétences nationales.

La question de l'emploi constitue un autre point majeur de la littérature. Les recherches de Diaw (2025) distinguent les emplois formels, concentrés notamment dans les hôtels, agences de voyages et compagnies aériennes, des nombreuses activités informelles exercées par les guides, artisans, vendeurs, animateurs culturels et autres prestataires. De plus, les travaux de Bocoum et Diaw (2026) apportent un éclairage complémentaire à partir des trajectoires des jeunes travailleurs du tourisme à Ziguinchor. Le secteur apparaît bien comme un espace d'insertion professionnelle, mais les emplois proposés sont fréquemment saisonniers et précaires. La saisonnalité constitue à cet égard une difficulté importante. Diaw (2025) montre qu'à Diémbéring, les emplois touristiques directs sont passés de 1 578 en haute saison à 674 en basse saison en 2023. Une telle variation représente une diminution de 57 % et illustre la fragilité des économies locales fortement dépendantes de l'activité touristique. Cette situation pose la question des politiques permettant de mieux répartir la fréquentation dans le temps et de diversifier les activités proposées aux visiteurs. Sur ce point, la LPSD 2025-2029 reste, selon Dione (2025), insuffisamment précise. La dépendance aux marchés émetteurs constitue une autre fragilité. Le tourisme sénégalais reste fortement lié à l'Europe occidentale, avec une place particulièrement importante de la clientèle française. Dehoorne et Diagne (2008) soulignent déjà cette concentration. Diaw (2024) considère que cette dépendance représente un risque structurel, d'autant plus important que les flux internationaux sont eux-mêmes soumis à une forte saisonnalité. La diversification des marchés apparaît donc comme une orientation importante de l'Agenda National de Transformation. La diaspora sénégalaise, les marchés américains et asiatiques sont notamment identifiés comme des relais potentiels.

Toutefois, comme pour d'autres orientations, la principale difficulté réside dans le passage des principes aux instruments opérationnels. La définition de marchés prioritaires ne suffit pas : elle suppose une stratégie de promotion, des moyens financiers, des infrastructures adaptées et une connaissance précise des comportements des clientèles ciblées.

2.3. Formes et territoires du tourisme : diversité et hiérarchies

Ces fragilités économiques, en particulier la dépendance aux marchés extérieurs et la précarité de l'emploi, se doublent d'une forte concentration spatiale des activités touristiques, qu'il convient à présent d'examiner. Le tourisme balnéaire demeure historiquement la principale forme de tourisme international au Sénégal. Selon les données du MTTA (2018), analysées par Diaw (2024), il représente 54 % des arrivées touristiques internationales. Cette concentration se retrouve également dans la répartition des infrastructures. La Petite Côte, notamment autour de Saly-Portudal, ainsi que Dakar concentrent une grande partie des capacités d'hébergement de standing. D'après la Direction de la réglementation touristique (DRT, 2025), environ 80 %

de ces capacités seraient regroupées dans ces espaces. Cette concentration présente un double visage. D'un côté, elle favorise les économies d'agglomération, facilite la mise en place des infrastructures et contribue à la visibilité internationale de certaines destinations. De l'autre, elle rend le secteur particulièrement vulnérable aux crises qui affectent ces territoires et limite la diffusion des bénéfices du tourisme vers les autres régions du pays. Les travaux de Diombéra consacrés à la Petite Côte et à la Basse Casamance permettent de comprendre les conséquences territoriales de cette concentration. Sa thèse de 2010 analyse notamment les formes d'aménagement et de gestion du littoral et met en évidence plusieurs problèmes : occupation peu maîtrisée des espaces côtiers, conflits entre usages touristiques, activités halieutiques et agriculture traditionnelle, ainsi que dégradation progressive des milieux naturels. Ses travaux ultérieurs prolongent cette analyse à travers l'étude des transformations de Saly. L'urbanisation rapide, la pression foncière et les changements des modes de vie locaux témoignent des effets parfois contradictoires de la croissance touristique.

Ces constats prennent une importance particulière au regard des orientations de l'Agenda National de Transformation. Celui-ci prévoit notamment une montée en gamme de l'offre touristique de la région de Thiès et de la Petite Côte, à travers la création de pôles touristiques intégrés et compétitifs. L'objectif est cohérent avec la volonté de renforcer la contribution économique du secteur, mais sa réalisation dépend de conditions qui demeurent insuffisamment précisées. Dione (2025) relève notamment l'absence d'un dispositif d'investissement suffisamment détaillé et d'un cadre de régulation environnementale à la hauteur des enjeux. Cette réserve est d'autant plus importante que les recherches de Diombéra (2020) et de Bocoum (2024) montrent que les effets de la croissance touristique non maîtrisée sont déjà visibles sur plusieurs portions du littoral.

L'érosion côtière constitue à cet égard l'une des menaces les plus sérieuses. À Kafountine, Bocoum (2024) documente les conséquences de l'avancée du trait de côte sur les activités touristiques. Des campements ont été directement affectés, tandis que certaines populations côtières sont contraintes de déplacer leurs habitations vers des espaces situés davantage à l'intérieur des terres. Le problème dépasse donc la seule protection des infrastructures touristiques. Il touche directement la viabilité économique et sociale des territoires concernés. Une destination qui perd progressivement ses plages, ses espaces naturels ou ses équipements risque à terme de compromettre l'attractivité sur laquelle repose son activité touristique. Cette situation doit être rapprochée des effets du changement climatique. L'élévation du niveau marin et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes accroissent la pression exercée sur les espaces littoraux. L'Agenda National de Transformation place précisément la transition écologique et la gestion durable des écosystèmes au cœur de son deuxième axe. La LPSD 2025-2029 reprend cette orientation en affichant l'objectif d'un développement touristique plus responsable sur le plan environnemental. La question centrale devient alors celle de la traduction de ces principes dans les politiques d'aménagement, les investissements et les mécanismes de contrôle.

Le Sénégal dispose par ailleurs de ressources importantes pour développer des formes de tourisme fondées sur la nature. Ses réserves naturelles, ses parcs nationaux et les espaces inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO constituent autant de ressources susceptibles de soutenir l'écotourisme. Pourtant, Diombéra (2017b) constate que le tourisme sénégalais reste encore confronté à des difficultés importantes pour traduire le discours sur la durabilité en

pratiques effectives. L'écotourisme demeure donc un potentiel davantage qu'un modèle pleinement consolidé. La Casamance offre une autre possibilité de diversification. Depuis les années 1970, le tourisme rural intégré s'y est développé autour des campements villageois. Le modèle associé aux travaux de Saglio constitue une expérience originale de rapprochement entre tourisme, communautés locales et valorisation des ressources territoriales. Tendeng et Diombéra (2022) montrent que ce modèle peut contribuer à la réduction de la pauvreté et à la valorisation des ressources culturelles, à condition que les populations locales participent réellement à sa gestion. Bocoum (2024), dans son étude du campement villageois d'Affiniam, souligne également son rôle potentiel dans la résilience des territoires enclavés. L'Agenda National de Transformation affiche pour la Casamance des ambitions importantes en matière de développement touristique. La réalisation de ces objectifs suppose cependant des investissements conséquents dans les infrastructures, la formation des acteurs locaux et l'amélioration de l'accessibilité. Elle reste également liée à l'évolution du contexte sécuritaire régional.

Le patrimoine culturel représente un autre axe majeur de diversification ; parmi lesquels l'île de Gorée (1978), le parc national du Niokolo-Koba (1981) et le pays Bassari (2012), l'île de Saint-Louis (2000), le delta du Saloum (2011) entre autres. Ces espaces sont à la fois des ressources touristiques et des lieux porteurs d'une forte dimension historique et culturelle. La thèse de Gaye (2020) apporte une contribution importante à cette question. À partir des cas de Gorée et du pays Bassari, l'auteur analyse les rapports entre patrimoine, tourisme et développement local. Il montre notamment que la mise en tourisme du patrimoine produit des effets ambivalents : elle peut contribuer à sa valorisation économique et à sa visibilité, mais elle peut également transformer les significations sociales qui lui sont associées. Cette question est particulièrement sensible lorsqu'il s'agit de patrimoines liés à des pratiques culturelles vivantes. La commercialisation excessive ou la mise en scène de certaines pratiques peut conduire à leur folklorisation. Gaye (2021) approfondit cette réflexion à travers l'étude des représentations sociales et des imaginaires touristiques. Les territoires touristiques ne sont pas seulement produits par les infrastructures et les politiques publiques ; ils sont également construits par les représentations véhiculées par les visiteurs, les médias, les professionnels et, de plus en plus, les réseaux sociaux. Gaye et Diombéra (2024) montrent à cet égard que le numérique transforme la manière dont les héritages culturels sont présentés et interprétés. Les touristes deviennent eux-mêmes des producteurs de récits et d'images sur les destinations. Cette évolution ouvre de nouvelles possibilités de promotion, mais elle réduit aussi le contrôle des acteurs institutionnels sur les représentations des territoires.

La Casamance constitue enfin un terrain privilégié pour étudier les relations entre tourisme, conflit et résilience territoriale. Le conflit armé qui affecte la région depuis les années 1980 a durablement perturbé son développement touristique, malgré les avancées enregistrées dans le processus de paix. À partir d'une enquête menée auprès de 167 participants dans la commune de Diémbéring, Diaw (2024) montre que les acteurs touristiques ont développé différentes stratégies d'adaptation : diversification des activités, reconversion agricole temporaire, mobilisation communautaire et recours au Crédit hôtelier et touristique. Ces initiatives montrent la capacité d'adaptation des acteurs locaux. Elles révèlent toutefois aussi les limites d'une résilience reposant principalement sur les ressources des communautés. L'absence d'un soutien institutionnel suffisamment cohérent fragilise les efforts engagés. Le

travail de Diaw (2022) sur la communication touristique en zone de conflit met en évidence un autre problème : l'image médiatique de la Casamance reste marquée par le conflit, y compris dans certaines zones où les conditions de sécurité ont évolué favorablement. Bocoum et Diaw (2025) identifient de leur côté plusieurs contraintes qui affectent le tourisme de Basse Casamance, notamment la fermeture de certains établissements, les difficultés d'accès et la concurrence de nouvelles destinations régionales. Les festivals culturels constituent néanmoins une piste intéressante. L'étude de Bocoum (2025) sur le festival d'Abéné montre qu'ils peuvent contribuer à la valorisation du patrimoine immatériel et au développement local, à condition que les retombées économiques bénéficient effectivement aux communautés.

2.4. L'Agenda National de Transformation et le secteur touristique, entre ambitions, cohérences et tensions

Face à ces héritages structurels, à ces fragilités économiques et à ces hiérarchies territoriales, il convient à présent d'examiner dans quelle mesure le nouveau référentiel des politiques publiques sénégalaises, l'Agenda National de Transformation, apporte des réponses adaptées à ces constats. Présenté le 14 octobre 2024 au Centre International de Conférence Abdou Diouf de Diamniadio, l'Agenda National de Transformation constitue désormais le principal référentiel des politiques publiques sénégalaises. Il succède au Plan Sénégal Émergent et porte une ambition centrale : construire un Sénégal « Souverain, Juste et Prospère » à l'horizon 2050. Cette ambition repose sur quatre axes. Le premier concerne la construction d'une économie compétitive et créatrice d'emplois, fondée notamment sur la valorisation des ressources nationales. Le deuxième porte sur l'aménagement du territoire et le développement durable. Le troisième est consacré au capital humain et à l'équité sociale. Le quatrième concerne la gouvernance et l'engagement africain. Le calendrier prévoit trois grandes étapes : une première phase de « Redressement » correspondant à la période 2025-2029, une phase d'« Impulsion » couvrant 2030-2035 et une phase d'« Accélération » prévue de 2036 à 2050. Les objectifs macroéconomiques associés à cette trajectoire sont ambitieux. Ils comprennent notamment une croissance annuelle moyenne de 6,25 %, une augmentation du PIB par habitant jusqu'à 4 500 dollars et une réduction du taux de pauvreté à 15 %. Le tourisme est intégré à cette architecture principalement à travers les services à valeur ajoutée et le développement durable des territoires.

Encadré 1. Les quatre axes stratégiques de l'Agenda National de Transformation

Axe 1 : Économie compétitive : valorisation endogène des ressources, industrialisation, développement des services à haute valeur ajoutée, numérique et souveraineté économique.
Axe 2 : Aménagement et développement durable : corridors de développement, gestion des écosystèmes, transition écologique et urbanisation organisée.
Axe 3 : Capital humain et équité sociale : formation, protection sociale, employabilité des jeunes et réduction des inégalités.
Axe 4 : Bonne gouvernance et engagement africain : réforme institutionnelle, lutte contre la corruption et intégration africaine.
Pour le tourisme : rattachement principalement à l'Axe 1, à travers les services à valeur ajoutée, et à l'Axe 2, à travers le développement durable des territoires.
Déclinaison sectorielle : Lettre de Politique Sectorielle de Développement 2025-2029 du Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat.

Le tourisme bénéficie ainsi d'une reconnaissance explicite dans le nouveau référentiel. Lors d'un Conseil des ministres tenu en janvier 2025, le président de la République a demandé que les mesures nécessaires soient prises pour faire du secteur un moteur de création d'emplois. La LPSD 2025-2029 constitue la traduction sectorielle de cette ambition. Elle propose notamment le développement de pôles touristiques intégrés et compétitifs et associe cette orientation à la valorisation de l'artisanat. Sur le plan de l'offre, l'objectif est également de dépasser la concentration historique sur le tourisme balnéaire et le tourisme d'affaires. L'écotourisme, le tourisme culturel, le tourisme médical et l'événementiel sont présentés comme des segments susceptibles de contribuer à cette diversification. Cette orientation rejoint les recommandations formulées par Diombéra dès 2012. La nouveauté réside donc moins dans le diagnostic que dans la volonté affichée de l'intégrer à un cadre global de transformation économique. L'Agenda prévoit également le développement de corridors routiers et ferroviaires susceptibles d'améliorer l'accessibilité de territoires touristiques actuellement enclavés, notamment en Casamance et dans le Sénégal Oriental.

Toutefois, la confrontation entre ces orientations et la littérature fait ressortir plusieurs tensions. La première concerne la continuité des politiques publiques. L'Agenda National de Transformation succède au PSE, dont plusieurs limites ont déjà été documentées. La question est donc de savoir ce qui distingue réellement le nouveau cadre du précédent au-delà du changement de référentiel et de vocabulaire.

La notion de souveraineté économique et l'accent mis sur le développement endogène représentent certes une inflexion importante. Cependant, la volonté de diversifier l'offre touristique et de mieux valoriser les ressources nationales était déjà présente dans les travaux scientifiques antérieurs. La deuxième tension concerne les moyens disponibles. Le premier quinquennat de la SND 2025-2029 est associé à un coût estimé à 18 500 milliards de FCFA, dont une part limitée devrait provenir des investissements privés directs. Dione (2025) souligne à ce propos une faiblesse importante de la LPSD : l'absence d'objectifs chiffrés suffisamment précis, d'indicateurs mesurables et de budgets spécifiquement consacrés au tourisme. Cette situation rend difficile l'évaluation future de la politique sectorielle. La comparaison avec d'autres pays africains permet de mieux comprendre cette difficulté. Dione (2025) oppose notamment la situation sénégalaise aux stratégies mises en œuvre au Maroc et en Côte d'Ivoire, au Rwanda, au Bénin où les politiques touristiques ont été associées à des objectifs et à des indicateurs plus explicites. La troisième tension concerne la gouvernance. Gaye (2024) souligne les difficultés persistantes d'articulation entre politiques culturelles et politiques touristiques. Cette question est particulièrement importante pour le patrimoine.

Dans le cas de la Casamance, Diaw (2022) met également en évidence les difficultés de coordination institutionnelle dans la communication autour de la destination. Une amélioration de la situation sécuritaire ne produit pas automatiquement une amélioration équivalente de l'image touristique. La LPSD prévoit un renforcement du partenariat public-privé, mais Dione (2025) estime que les mécanismes permettant de concrétiser cette orientation restent insuffisamment détaillés. Enfin, une quatrième tension concerne l'équité. L'Agenda affiche une ambition forte en matière de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale. Or les travaux scientifiques montrent que le développement touristique peut aussi produire des phénomènes d'exclusion : pression foncière, précarité de l'emploi et transformation des pratiques culturelles.

Encadré 2. Convergences et lacunes

Principales convergences entre les politiques publiques et la littérature :

- diversification de l'offre au-delà du tourisme balnéaire ;
- valorisation du patrimoine naturel et culturel ;
- recherche d'un développement davantage endogène ;
- amélioration de la connectivité des territoires ;
- prise en compte croissante des risques environnementaux.

Principales lacunes relevées :

- manque d'indicateurs quantifiés et de budgets sectoriels détaillés ;
- mécanismes de partenariat public-privé encore peu précisés ;
- articulation insuffisante entre tourisme et processus de paix en Casamance ;
- prise en compte limitée des risques d'exclusion foncière et sociale ;
- coordination encore insuffisante entre politiques culturelles et touristiques.

3. Discussion

Les résultats présentés ci-dessus mettent en évidence une tension récurrente entre les orientations affichées par les politiques publiques et les contraintes structurelles documentées par la recherche. Cette section propose d'approfondir cette tension à partir de deux entrées complémentaires : la gouvernance touristique, entendue comme l'ensemble des dispositifs institutionnels et décisionnels qui encadrent le secteur, puis les enjeux de durabilité et de résilience, qui interrogent la capacité du modèle touristique sénégalais à s'adapter aux chocs et à préserver ses ressources dans la durée. Interprétées à la lumière du cadre théorique mobilisé en méthodologie (économie politique du tourisme, *tourism studies critiques*, durabilité et résilience), ces deux entrées permettent de discuter directement l'hypothèse formulée en introduction.

La gouvernance touristique sénégalaise a connu plusieurs configurations institutionnelles. Selon les périodes, le tourisme a été associé aux transports, aux loisirs, à l'artisanat ou encore à la culture. Ces changements de rattachement ministériel témoignent d'une certaine instabilité institutionnelle et peuvent affecter la continuité des politiques sectorielles. Cette question prend une dimension particulière en Casamance. Diaw (2022) montre que la gestion de l'image touristique de la région implique des acteurs relevant de secteurs différents, notamment le tourisme, la sécurité et le secteur privé. Une coordination insuffisante entre ces acteurs peut produire des messages contradictoires et entretenir une perception négative de la destination. La décentralisation constitue une autre dimension importante de la gouvernance. Depuis les réformes engagées dans les années 1990 et renforcées par l'Acte III de 2013, les collectivités territoriales disposent théoriquement de compétences élargies en matière de développement local. Dans la pratique, leurs capacités demeurent limitées. Diatta (2018) montre notamment que les communes touristiques disposent rarement des ressources financières et techniques nécessaires pour exercer pleinement leurs compétences.

La question de la taxe de séjour ou de la taxe sur la promotion touristique (TPT) illustre cette difficulté. Une partie de cette ressource est théoriquement destinée aux collectivités, mais les problèmes de collecte et d'utilisation limitent son efficacité comme instrument de financement du développement touristique local. L'Agenda National de Transformation propose une territorialisation accrue de l'action publique, notamment à travers l'organisation du

développement autour de pôles régionaux. Si cette orientation est effectivement mise en œuvre, elle pourrait renforcer les capacités des collectivités à intervenir dans la planification touristique. Les expériences de gouvernance participative développées dans les campements villageois de Casamance constituent également des pistes intéressantes. Les travaux de Saglio (1979), Tendeng et Diombéra (2022) et Bocoum (2024) montrent que l'implication des communautés peut favoriser une meilleure appropriation locale du tourisme. La question du financement reste toutefois centrale. La littérature souligne la nécessité d'une participation accrue du secteur privé. L'Agenda National de Transformation fait de celui-ci un acteur majeur de la transformation économique et prévoit une place importante pour les partenariats public-privé. Encore une fois, le problème se situe moins au niveau de l'intention que de sa mise en œuvre. Dione (2025) relève que la LPSD ne définit pas suffisamment les modalités concrètes permettant de mobiliser le secteur privé touristique. Le Crédit hôtelier et touristique constitue un exemple d'instrument destiné à soutenir les professionnels du secteur. Les travaux de Diaw (2024) et Bocoum (2025) montrent qu'il peut jouer un rôle dans les périodes de crise. Son efficacité à long terme et son accessibilité aux différents types d'acteurs mériteraient toutefois une évaluation plus approfondie.

Les questions environnementales occupent une place croissante dans les recherches consacrées au tourisme sénégalais. Les travaux de Diombéra (2020) et de Bocoum (2024) mettent notamment en évidence l'érosion côtière, la dégradation des mangroves, la pollution des eaux et l'artificialisation du littoral. Ces phénomènes ne constituent pas seulement des problèmes environnementaux. Ils menacent directement les bases matérielles du tourisme. La dégradation des plages, des paysages et des écosystèmes peut réduire l'attractivité des destinations et, par conséquent, compromettre les revenus des acteurs qui en dépendent.

La réponse publique suppose donc davantage qu'un discours général sur la durabilité. Elle nécessite des règles applicables à l'aménagement des zones côtières, des normes environnementales pour les établissements touristiques et des mécanismes permettant de financer la restauration des écosystèmes dégradés. Les impacts sociaux et culturels sont eux aussi ambivalents. Bocoum (2025) montre, par exemple, que le tourisme représente un débouché important pour les artisans de Ziguinchor. Selon son étude, 98 % des artisans interrogés déclarent réaliser davantage de chiffre d'affaires pendant la haute saison touristique. Mais cette relation économique peut également produire des effets négatifs. La demande touristique peut favoriser la standardisation des produits artisanaux et pousser les producteurs à adapter leurs créations aux goûts des visiteurs. Gaye (2021) analyse cette question sous l'angle de la folklorisation. Dans les sites patrimoniaux comme Gorée ou le pays Bassari, la mise en tourisme de pratiques culturelles peut contribuer à leur visibilité, mais aussi à leur transformation en produits destinés à la consommation touristique. La difficulté consiste donc à trouver un équilibre entre valorisation économique et maintien de la signification sociale des pratiques culturelles. L'Agenda National de Transformation affirme la volonté de concilier développement touristique et préservation culturelle. Toutefois, les mécanismes concrets permettant de prévenir les effets de folklorisation restent peu détaillés.

La résilience constitue enfin un élément transversal de cette réflexion. Les crises successives : Ebola, conflit en Casamance, Covid-19 et épisodes d'instabilité politique, ont montré la vulnérabilité du modèle touristique sénégalais. Les travaux de Diombéra (2021), Diaw (2024) et Bocoum (2025) montrent cependant que les acteurs locaux ne sont pas restés

passifs face à ces crises. Ils ont développé des stratégies d'adaptation reposant sur la diversification des activités, la solidarité communautaire, la reconversion temporaire et la mobilisation des réseaux locaux. Cette capacité d'adaptation montre que la résilience ne peut être uniquement conçue comme une propriété des infrastructures ou des institutions. Elle repose également sur les ressources sociales des territoires. Il en découle une implication importante pour les politiques publiques : renforcer la résilience suppose de soutenir les capacités existantes plutôt que de chercher uniquement à imposer des dispositifs élaborés à l'extérieur des territoires. La formation professionnelle, l'accès au crédit, les mécanismes de protection sociale et la participation des communautés constituent ainsi des leviers complémentaires. L'Agenda National de Transformation offre, sur le plan des principes, un cadre favorable à cette approche. La difficulté sera de transformer ces orientations générales en politiques financées, évaluables et adaptées aux caractéristiques des différents territoires touristiques.

Conclusion

Cette revue de littérature partait d'un constat : les politiques touristiques successives n'ont pas résorbé les difficultés structurelles du secteur, ce qui interroge la portée réelle des nouvelles orientations de l'Agenda National de Transformation et de la LPSD 2025-2029. Cette interrogation a été traduite en une question de recherche centrale, portant sur la mesure dans laquelle ces orientations répondent aux difficultés structurelles identifiées par la littérature, et en une hypothèse selon laquelle ces orientations, en dépit d'un vocabulaire renouvelé, reconduiraient pour l'essentiel des diagnostics déjà établis, sans lever les obstacles relatifs aux indicateurs opérationnels, au financement et à la gouvernance multi-acteurs. Pour répondre à cette question, une revue de littérature systématique a été conduite sur un corpus de 55 références académiques et institutionnelles publiées entre 1980 et 2026, analysées selon une approche qualitative et thématique et interprétées à la lumière d'un cadre théorique articulant géographie du tourisme, économie politique du tourisme, *tourism studies critiques* et approches de la durabilité et de la résilience.

Les résultats obtenus confirment largement cette hypothèse et permettent de mettre en perspective les principales recherches consacrées au tourisme sénégalais avec les orientations de l'Agenda National de Transformation. L'analyse montre que la recherche sur le tourisme au Sénégal s'est profondément renouvelée depuis les années 2010. Les travaux récents accordent une place croissante aux territoires, aux communautés, à l'environnement et aux capacités de résilience. Ils permettent ainsi de dépasser une lecture essentiellement économique du tourisme pour l'envisager comme un phénomène territorial, social, culturel et politique. L'Agenda National de Transformation représente une opportunité importante pour le secteur. Son discours sur la souveraineté économique, la valorisation des ressources nationales, le développement endogène et la durabilité rejoint plusieurs préoccupations déjà présentes dans la littérature scientifique. Cette convergence ne doit toutefois pas masquer les difficultés de mise en œuvre. Trois conditions apparaissent particulièrement importantes. La première concerne la traduction des orientations générales en objectifs mesurables. Les politiques touristiques ont besoin d'indicateurs précis, de calendriers et de ressources budgétaires permettant d'évaluer les résultats obtenus. La deuxième concerne la gouvernance. Le développement touristique ne peut être conduit isolément par le ministère chargé du secteur. Il suppose une coordination étroite avec les politiques culturelles, environnementales, territoriales, économiques et sécuritaires. La

troisième concerne la participation des acteurs locaux. Les communautés et les petites entreprises ne doivent pas être considérées uniquement comme des bénéficiaires des politiques touristiques. Leur participation à la conception et à la gestion des projets apparaît comme une condition de la durabilité du développement.

La tension entre les ambitions politiques et les contraintes structurelles identifiées par la recherche n'est donc pas nécessairement une fatalité. Elle constitue plutôt un enjeu de politique publique et de recherche. Dans cette perspective, la revue de littérature peut jouer un rôle dépassant la simple synthèse des connaissances. Elle peut contribuer au dialogue entre chercheurs, décideurs et professionnels et aider à identifier les conditions dans lesquelles le tourisme pourrait devenir un véritable instrument de développement territorial. Pour le Sénégal, l'enjeu n'est finalement pas seulement d'accueillir davantage de touristes. Il est aussi de determiner : quel tourisme développer, pour quels territoires, avec quels acteurs et au bénéfice de quelles populations ? C'est à partir de ces questions que pourra être construite une trajectoire touristique réellement durable, inclusive et davantage maîtrisée par les acteurs nationaux.

BIBLIOGRAPHIE :

Ateljevic, I., Morgan, N. et Pritchard, A. (dir.) (2013). *The Critical Turn in Tourism Studies*. Londres : Routledge.

Diatta, S. S. (2018). *Potentialités et impacts du développement touristique en Basse Casamance : cas de la commune de Djembéring*. Mémoire de Master2, *Université Assane SECk-Ziguinchor.*

Direction de la réglementation touristique (DRT). (2025). *Statistiques du Ministère du tourisme et de l'Artisanat*. MTA, 11 p.

Barbier, J.-C. (1982). Tourisme et développement en Afrique subsaharienne. *Tiers-Monde*, 23(91), 595-615.

Bocoum, S. (2024). Tourisme balnéaire face aux contraintes liées à l'érosion côtière en Basse Casamance (Sénégal) : cas de la commune de Kafountine. *Études caribéennes*, 57-58.

Bocoum, S. (2024). Tourisme rural intégré, facteur de résilience des territoires enclavés : étude du campement villageois dans la localité d'Affiniam (Basse Casamance/Sénégal). *Sciences Eaux & Territoires*, *46*(3), 40-47.

Bocoum, S. (2024). Tourisme de la Basse Casamance (Sénégal) entre perceptions et réalités : étude des communes de Diembering et de Kafountine. *Geovision*, *1*(12).

Bocoum, S. (2025). Tourisme de la Basse Casamance face à différentes contraintes. *African Scientific Journal*, 3(28), 317-347.

Bocoum, S. (2025). Festival culturel, valorisation touristique du patrimoine et développement local : Abéné. *Solovyov Studies ISPU*, 73(1), 58-79.

Bocoum, S. (2025). Tourisme et artisanat traditionnel à Ziguinchor : commercialisation et authenticité. *Revue Espaces Africains*, 2.

Bocoum, S., & Diaw, P. M. (2025). Fermeture des réceptifs hôteliers de la station balnéaire de Cap Skirring (Basse-Casamance) : entre défis et résilience d'un tourisme en crise. *Revue Togolaise des Sciences*, 19(1), 35-53.

Bocoum, S., & Diaw, P. M. (2026). Tourisme et mobilité sociale dans la commune de Ziguinchor : entre profils et trajectoires des jeunes travailleurs dans l'industrie touristique. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, *7*(3), 434-451.

Butler, RW (2006). *Le cycle de vie de la zone touristique*. Volume 1 : Applications et modifications. Clevedon.

Cazes, G. (1989). *Le tourisme international : mirage ou stratégie d'avenir ?* Paris : Hatier.

Diaw, P. M. (2022). Problématique de la communication touristique et du traitement médiatique en zone de conflit : cas des communes de Ziguinchor et Djembéring (Basse-Casamance). *African Scientific Journal*, 3(15), 215-236.

Diaw, P. M. (2024). *Tourisme et crise sociopolitique, sécuritaire : enjeux de la* résilience territoriale dans la commune de Diémbéring. Thèse de doctorat, UASZ.

Diaw, P. M. (2025). Saisonnalité touristique à Diémbéring (Sénégal) : analyse des effets socioéconomiques d'une économie instable. *Études caribéennes*, 60-61.

Diaw, P. M. (2024). Analyse de l'impact de la criminalité sur l'industrie touristique : cas de la station balnéaire de Cap-Skirring. *Solovyov Studies ISPU*, 72(11), 42-63.

Diaw, P. M., Basse, O. et Tine, B. (2025). Tourisme et formes d'instabilité à Diémbéring. *Etudes Togolaises*, (2), 312-333.

Di Méo, G. (2007, September). Processus de patrimonialisation et construction des territoires. In *Colloque "Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser"* Geste éditions, 87-109.

Diombéra, M. (2010). *Aménagement et gestion touristique durable du littoral sénégalais de la Petite Côte et de la Basse Casamance*. Thèse de doctorat, *Université Gaston Berger, Saint-Louis.*

Diombéra, M. (2012). Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité. *Téoros*, 31(2), 21-30.

Diombéra, M. (2013). Tourisme et développement local : vers une redéfinition des relations au niveau de la Petite-Côte sénégalaise ?, *Études caribéennes* [Online], 26 | Décembre 2013, Online since 15 December 2013, connection on 30 March 2026. URL : http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6736

Diombéra, M. (2017a). Le développement touristique et l'occupation des espaces littoraux de la Petite Côte sénégalaise. *Études caribéennes*, 36.

Diombéra, M. (2017b). Le tourisme sénégalais à l'épreuve du développement durable : enjeux et perspectives de l'écotourisme. *Itinéraires du droit et terres des hommes*, 575-588.

Diombera, M. (2020). Dynamique territoriale et développement touristique : quelles stratégies environnementales durables à Saly (Petite Côte, Sénégal) ? *Études caribéennes*, (6).

Diombéra, M. (2021). Impacts socioéconomiques de la COVID-19 sur le tourisme littoral à Saly Portudal. *Études caribéennes*, 49.

Dione, B. (2025). Le devenir du tourisme sénégalais, feuille de route ou vœux pieux ? Senegal Insights, consulté le 17 mai 2025. https://senegalinsights.com/themes/tourisme-au-senegal/le-devenir-du-tourisme-senegalais-feuille-de-route-ou-voeux-pieux

Diop, A. (1986). *L'organisation touristique de la petite côte sénégalaise et ses rapports avec les autres formes d'occupation de l'espace*. Thèse de doctorat, Montpellier 3.

Diouf, I. et Gueye, S. (2019). Planification touristique au Sénégal. *Politique africaine*, 153, 115-135.

Dutertre, C. (1991). *L'économie touristique dans les pays en développement*. Paris : L'Harmattan.

Dehoorne, O., & Khadre Diagne, A. (2008). Tourisme, développement et enjeux politiques : l'exemple de la Petite Côte (Sénégal). *Études caribéennes*, 9-10.

Farrell, B. et Twining-Ward, L. (2004). Reconceptualizing tourism. *Annals of Tourism Research*, 31(2), 274-295.

Gaye, A. (2020). *Tourisme et patrimoine culturel : valorisations, enjeux et stratégies de développement local à l'île de Gorée et en pays Bassari*. Thèse de doctorat, Université Lumière Lyon 2.

Gaye, A. (2021). Représentations sociales et imaginaires touristiques au Sénégal : entre réalité et utopie, objectivité et subjectivité, ici et ailleurs. *Représentations touristiques de l'Afrique dans les romans*.

Gaye, A. et Diombéra, M. (2024). Gestion et valorisation des héritages culturels à l'ère du numérique. *Djiboul*, 7(1), 239-250.

Gouvernement du Sénégal / DGPPE. (2025). *Stratégie Nationale de Développement (SND) 2025-2029*. Dakar : Ministère de l'Économie.

Hall, CM (2013). Typologie de la gouvernance et ses implications pour l'analyse des politiques touristiques. Dans *Gouvernance du tourisme*, 27-47.

Hall, C. M. et Lew, A. A. (1998). *Sustainable Tourism: A Geographical Perspective*. Harlow: Longman.

Harrison, D. (dir.) (2008). *Tourism and the Less Developed World: Issues and Case Studies*. Wallingford : CABI.

Holling, C. S. (1973). Resilience and stability of ecological systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1-23.

Lew, A. A. (2014). Scale, change and resilience in community tourism planning. *Tourism Geographies*, 16(1), 14-22.

Mbaye, S. et Diallo, K. (2018). Compte satellite du tourisme et mesure de la contribution économique réelle du secteur au Sénégal. *Revue Économique et Monétaire, BCEAO*, 23, 1-28.

Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat (MCTA). (2025). Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) 2025-2029. Dakar : MCTA.

Ministère du Tourisme et des Transports Aériens (MTTA). (2018). *Statistiques du tourisme*. Dakar : MTTA.

Mowforth, M. et Munt, I. (2009). *Tourism and Sustainability: Development, Globalisation and New Tourism in the Third World*. Londres : Routledge.

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). (2005). *Making Tourism More Sustainable: A Guide for Policy Makers*. Madrid : OMT/UNEP.

Présidence de la République du Sénégal. (2024). Agenda National de Transformation. Présenté au CICAD, Diamniadio, 14 octobre 2024.

Présidence de la République du Sénégal. (2025). Communiqué du Conseil des Ministres du 22 janvier 2025. Disponible sur : www.presidence.sn

Saglio, C. (1979). Tourisme à la découverte : un projet au Sénégal, en Basse-Casamance. *DANS Tourisme, passeport pour le développement*, 316-330.

Scheyvens, R. (2002). *Le tourisme au service du développement : autonomiser les communautés*. Pearson Education.

Gay, J. C., Knafou, R., Violier, P., Stock, M., Duhamel, P., Dehoorne, O., ... & Lazzarotti, O. (2003). *Le tourisme. Acteurs, lieux et enjeux*. Belin.

Tendeng, J. S., & Diombera, M. (2022). Le tourisme durable comme outil au service de la réduction de la pauvreté. *Études caribéennes*, (51), 216-239.

Tribe, J. (2010). Tribus, territoires et réseaux dans l'académie du tourisme. *Annales de la recherche touristique*, *37* (1), 7-33.

World Travel and Tourism Council (WTTC). (2023). Travel & Tourism Economic Impact: Senegal. London : WTTC.



https://cahiersafricains.com/
contact@cahiersafricains.com